

Des rues qui feront école : ouvrir la ville aux enfants et aux adolescents

Depuis le début du confinement, de nombreux enfants et adolescents occupent les rues locales pour jouer et faire du sport. Par leur présence sur le domaine public, ils réclament en quelque sorte l'espace public dont ils ont besoin, et c'est tant mieux. Alors que le retour progressif à l'école de milliers de jeunes québécois s'amorce, il est plus que nécessaire de leur ouvrir la ville, afin de favoriser leur bien-être, dans cette période particulièrement difficile pour eux.

La pandémie et le confinement auquel elle oblige ont un impact sur la santé physique et mentale des citoyens, et cela est particulièrement vrai pour les plus jeunes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande aux enfants entre 5 et 17 ans de pratiquer au moins une heure par jour d'activité physique. Le jeu libre, le sport et la mobilité indépendante contribuent grandement à la santé physique, émotionnelle, sociale et cognitive des plus jeunes, mais les possibilités de se livrer à ces activités sont désormais restreintes : l'accès aux terrains de sport et aux modules de jeux est interdit, les déplacements actifs entre le travail, l'école et la maison ont presque disparus et les enfants passent beaucoup de temps à l'intérieur du foyer familial.

Il est donc essentiel de les encourager à pratiquer le jeu libre, bouger, se distraire et se déplacer activement vers l'école, mais il serait dangereux de leur donner un faux sentiment de sécurité. En effet, bien que la circulation véhiculaire ait considérablement diminué ces dernières semaines, notamment sur les rues résidentielles, elle n'est pas nulle pour autant. Les enfants sont particulièrement exposés aux risques de collision : leur petite taille les rend moins visibles par les automobilistes, ils évaluent plus difficilement la vitesse et la distance des véhicules, sont moins à l'écoute de l'environnement et moins prompts à réagir.

Comment permettre alors aux enfants et adolescents d'être actifs physiquement quand leur accès aux espaces publics est largement réduit ?

Offrir un partage équitable de la rue

Puisque cette situation est amenée à durer, il nous semble essentiel de repenser le partage de la rue, afin de faciliter la pratique du jeu libre et les déplacements actifs et autonomes dans l'espace public. Apaiser la vitesse de circulation, réduire le transit et prioriser la circulation locale sur les rues résidentielles, voire les fermer périodiquement, ou encore déployer le modèle des rues de jeu libre développées à Beloeil peuvent inspirer les municipalités. Dans le contexte de retour progressif à l'école ce printemps et en septembre, fermer les rues aux abords des établissements scolaires aux horaires de début et de fin de classes offre également un cadre sécuritaire et des conditions optimales pour que les enfants puissent être actifs, tout en apprivoisant les règles de distanciation physique. Ce sera tout aussi opportun pour les plus vieux ou ceux qui reprendront le chemin du retour à l'école en septembre.

En ce sens, des interventions de repartage de la rue commencent à transformer les quartiers centraux montréalais : trois rues «familiales et actives» ont été mises en place dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, celui de Rosemont-La-Petite-Patrie a annoncé le 7

mai le déploiement de projets d'aménagement donnant la priorité aux piétons, notamment de rues écoles et de rues de jeu libre. Ville-Marie emboîte le pas, d'autres suivront. Des villes comme Granby et Gatineau augmentent le nombre de rues dédiées au jeu libre avec l'appui de la communauté.

Égalité des chances à l'école comme sur la rue

L'accès à l'espace public est aussi un enjeu démocratique de premier plan, alors que le confinement a un impact variable en fonction des disparités sociales : revenus du foyer, taille et conditions de logement, accès à un espace extérieur, proximité d'un parc, qualité de vie dans le milieu résidentiel, etc. Les jeunes des milieux plus défavorisés sont évidemment plus vulnérables face à la situation de la Covid-19 en plus de l'être déjà sur le plan de la sécurité routière. À Montréal, il y a six fois plus de collisions entre piétons et véhicules aux intersections dans les quartiers défavorisés que dans ceux concentrant des ménages plus riches¹. De plus, les enfants de ces secteurs qui se déplacent à pied ou à vélo subissent quatre à neuf fois plus de blessures que ceux des quartiers où le revenu médian est plus élevé². Il est donc primordial de transformer les rues dans les secteurs les plus défavorisés, en particulier autour des écoles, afin d'agrandir leur périmètre d'influence dans la communauté.

De nombreuses solutions existent pour accorder une place aux enfants et aux adolescents sur l'espace public dans nos villes, et pour leur permettre à eux aussi d'avoir accès à un espace adapté au respect des normes sanitaires et sécuritaires. C'est l'occasion d'agir prestement pour des rues qui feront école, de la poussette à la trottinette jusqu'à la planche à roulette !

Signataires

Véronique Fournier
Directrice, Centre d'écologie urbaine de Montréal

Jérôme Glad
Cofondateur de la Pépinière

Juan Torres
Professeur et vice-doyen de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal

Corinne Voyer
Directrice, Coalition québécoise sur la problématique du poids

Katherine Frohlich
Professeure titulaire à École de santé publique de l'Université de Montréal

¹ Morency and all, Neighborhood Social Inequalities in Road Traffic Injuries, American Journal of Public Health, 2012.

² Chakravarthy and al , A Geographic Analysis of Collisions Involving Child Pedestrians, Traffic Injury Prevention Journal, 2011.